

LE DEVOIR

VOL. CV N° 97

LE DEVOIR, LES SAMEDI 3 ET DIMANCHE 4 MAI 2014

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

Océans, le grand péril

Les ressources océaniques risquent de disparaître d'ici 30 ans



PHILIPPE GUILLAUME / CC

Les océans constituent le berceau de la vie sur Terre. Ils recouvrent pas moins de 70% de notre planète bleue. Mais ces milieux de vie irremplaçables subissent les assauts de plus en plus destructeurs de l'humanité, qui pollue et pille ces vastes étendues d'eau jusque dans les plus grandes profondeurs. Sommes-nous en train de transformer les océans en déserts?

ALEXANDRE SHIELDS

De tout temps, le poisson a fait partie de l'alimentation humaine. Et de tout temps, nous avons compté sur les océans pour fournir cette ressource réputée inépuisable. Mais la destruction des stocks des différentes espèces comestibles a été telle que les océans risquent d'être totalement vides d'ici à peine 30 ans. Et aucune mesure efficace n'existe à l'heure actuelle pour éviter le pire.

«La protection des océans est un échec permanent de l'espèce humaine», résume le chercheur de l'Université Laval Eric Dewailly, qui travaille depuis 30 ans avec des populations qui vivent de la pêche. *Ce qui nous attend, c'est le hamburger à la méduse. Sur les étals, on voit des poissons pêchés de plus en plus profondément. Toute la gestion des stocks est un échec.*»

Les données sur les pêcheries mondiales lui donnent malheureusement raison. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de plus en plus d'espèces sont soumises à des pressions de pêches excessives. En fait 80% des espèces sont «pleinement exploitées» ou «surexploitées». De ce nombre, au moins 30% en sont au stade de l'effondrement total.

«Étant donné la baisse des captures marines mondiales observée ces dernières années, l'augmentation du pourcentage de stocks surexploités et la diminution du pourcentage d'espèces non pleinement exploitées dans le monde, un constat s'impose: la situation mondiale des pêches de captures marines s'est aggravée», écrit la FAO dans son plus récent rapport sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture.

VOIR PAGE A 10 : Océans

Dossier › Océans en péril

Pages A 6, A 7 et A 8

Sauvegarder la mer, préserver la santé publique
Page A 6De véritables dépotoirs marins
Page A 7Des eaux de plus en plus acides
Page A 8Ottawa tourne le dos aux océans
Page A 8

PARTI QUÉBÉCOIS

Autopsie sur fond de grogne

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ
MARCO BÉLAIR-CIRINO

La première analyse de la défaite du Parti québécois se déroulera ce samedi dans un contexte de profond mécontentement au sein du parti. Devant la grogne, le directeur général du PQ a offert sa démission vendredi. Les autres stratèges de la dernière campagne électorale brilleront par leur absence.

Le «sommet de Laval» réunira 150 participants — surtout les présidents de circonscription et l'exécutif national — pour décanter la dernière campagne électorale. Les responsables devraient notamment pouvoir prendre connaissance d'un rapport de 54 pages préparé par le sondeur interne Pierre-Alain Cotnoir, et dont *Le Devoir* a obtenu copie vendredi.

On y voit que toutes les analyses internes surévaluaient le vote péquiste, tout en sous-estimant celui des autres partis. Le «cumul des terrains quotidiens» réalisé durant la dernière campagne électorale montre que les stratèges péquistes s'attendaient à obtenir environ 30% d'appuis le jour du vote. Le PQ a toutefois obtenu cinq points de moins, alors que les libéraux en récoltaient cinq de plus (41,5%) que ce que le PQ pensait. La Coalition avenir Québec a terminé environ deux points plus haut (à 23,1%) que dans les sondages internes du PQ.

On remarque aussi que les sondeurs du PQ avaient initialement calculé un effet PKP positif dans les jours suivant l'arrivée du magnat de la presse dans les rangs péquistes. Le sommet des appuis du parti aurait ainsi été atteint vers le 12 mars (environ 36%), après quoi le PQ a plongé (M. Cotnoir enregistrait 27% d'appuis le 29 mars).

Autre mauvaise lecture: les sondages internes ont noté une remontée du PQ dans la dernière semaine, combinée à une descente de

Toutes les analyses internes surévaluaient le vote péquiste

VOIR PAGE A 10 : GROGNE

AUJOURD'HUI

Cahier Livres › Coureurs des bois et des rivières. Ces héros de notre épopée populaire



Cahier Culture › Anne-Marie Cadieux et Brigitte Haentjens. Voyage au bout de Molly



Actualités › Cour suprême et Marc Nadon. Guerre de mots entre Harper et la juge en chef. **Page A 3**

Le Monde › Ukraine. La crise s'étend à Odessa. **Page C 7**



Avis légaux..... C 4
Carrières..... C 5
Décès..... C 4
Mots croisés..... D 4
Petites annonces..... C 4
Sudoku..... D 4

Dépendance au jeu

À l'affiche dans la pièce charnière de Robert Lepage *Les aiguilles et l'opium*, Marc Labrèche dresse des parallèles entre la scène et la vie

Marc Labrèche revient sur ses choix de carrière singuliers, son instinct et son père, à l'occasion d'un entretien réalisé à l'approche de la reprise de la pièce de Robert Lepage *Les aiguilles et l'opium*, à laquelle l'interprète s'est frotté une première fois il y a déjà un peu plus de 20 ans.

FRANÇOIS LÉVESQUE

On s'installe avec Marc Labrèche dans un coin retiré du Théâtre du Nouveau Monde. Le 6 mai, il y reprendra l'une des pièces charnières de Robert Lepage, *Les aiguilles et l'opium*, œuvre forte, œuvre phare, œuvre de jeunesse. Pour l'anecdote, Marc Labrèche, la cinquantaine radieuse, avait vingt ans de moins lorsque, de 1994 à 1996, il partit la jouer de par le vaste monde. Si la pièce n'a rien perdu de sa pertinence, son interprète, lui, pose sur elle un regard plus aiguisé, plus pénétrant, expérience aidant.

C'est Marc Labrèche qui, sans l'avoir prémédité, en a déclenché la reprise lancée au Trident, à Québec, l'automne dernier. «*La sœur de Robert, Lynda, est une amie et, au détour d'une conversation, j'ai mentionné que l'univers de la pièce de Robert me manquait.*» Marc Labrèche, qui confie se sentir particulièrement bien sur

VOIR PAGE A 10 : LABRÈCHE



ANNIK MH DE CARUFFEL LE DEVOIR

À compter du 6 mai au Théâtre du Nouveau Monde, Marc Labrèche reprend *Les aiguilles et l'opium* de Robert Lepage dans sa mise en scène revisitée.

Stores de Qualité
FABRIQUÉ AU QUÉBEC

SUR MESURE
SOLAIRES, TRANSLUCIDES, OPAQUES
514 231-8677

TOILE À ROULEAUX • PANNÉAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES DE VOILAGE • STORES VERTICAUX • STORES HORIZONTAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES ROMAINS

Claude Bouchard

ESTIMATION GRATUITE

50% DE RABAIS OU INSTALLATION GRATUITE

SANS FRAIS : 1 855 770-8677

MONTRÉAL 514-231-8677
QUÉBEC 418-654-8677
TROIS-RIV. 819-696-8677
LAVAL 450-627-3716
LONGUEUIL 450-445-9829

Lac Beauport, Beaurpré, Lévis, Donnacona, Deschambault, Berthierville, Joliette, Repentigny, Boisbriand, St-Sauveur, Sainte-Agathe, St-Bruno, Chambly, Candiac, Magog

ACTUALITÉS

Manon Massé prête à affronter le « mur » libéral

Les trois députés solidaires étaient assermentés vendredi à l'Assemblée nationale

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire à Québec

Après une «longue marche», Manon Massé a fait son entrée à l'Assemblée nationale vendredi avec la volonté ferme de donner une couleur plus solidaire au programme législatif du «gouvernement du redressement» de Philippe libéral.

Face à un «bloc» ou un «mur» de 70 députés libéraux, les trois élus solidaires n'auront pas la tâche facile, convient la nouvelle députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques. «Ils n'ont même pas besoin de nous autres [pour faire adopter leurs projets de loi]», affirme-t-elle au *Devoir*, avant de prêter serment au côté de Françoise David (Gouin) et Amir Khadir (Mercier) dans la salle du Conseil législatif.

M^{me} Massé espère notamment que les appels au dialogue lancés par le premier ministre Philippe Couillard au lendemain du scrutin du 7 avril ne sont pas du vent.

En lutte ouverte contre l'indifférence, Manon Massé talonnera le gouvernement majoritaire libéral afin qu'il déploie rapidement la Po-

Retour à la case départ pour les citoyens

Manon Massé a eu la «triste» surprise de découvrir des «classeurs vides» dans le local de circonscription laissé vacant par son prédécesseur, Daniel Breton. L'équipe de l'élu péquiste n'a laissé derrière elle «aucun dossier». «On nous a dit que tous les dossiers étaient "fermés"», explique Manon Massé. Cette situation «désolante» complique drôlement la transition des dossiers entre les deux députés. Les citoyens ou organismes en attente d'une décision du bureau de M. Breton devront «revenir» et «raconter leur histoire» une nouvelle fois. «On repart à zéro.»

litique nationale de lutte contre l'itinérance. «Il ne reste qu'un pas à faire», souligne-t-elle, invitant les libéraux à régler les derniers détails du plan d'action esquissé par l'ancienne ministre déléguée aux Services sociaux, Véronique Hivon. «Et à mettre de l'argent dedans, ajoute-t-elle. Les libéraux sont capables de faire ça.»

Le vent d'austérité soufflant sur le Québec ne doit pas balayer les efforts de lutte contre l'itinérance. «Quand on ne s'occupe pas des problèmes sociaux, ça nous pète dans la face deux, quatre, dix ans plus tard», avertit-elle, déterminée à charger les injustices et les inégalités entre les Québécois.

L'élue solidaire s'est aussi vu confier la mission — impossible diront certains — de convaincre les élus des autres formations politiques à corriger le «mode de scrutin antidémocratique» actuellement en vigueur.

Manon Massé, législatrice

Le travail en commission parlementaire — souvent loin des projecteurs des caméras de télé — n'effraie pas l'ancienne organisatrice communautaire. «Quand j'étais de l'autre côté, j'ai passé les 30 dernières années à dénoncer des lois discriminatoires et à en demander d'autres. Aujourd'hui, j'ai la chance avec mes collègues solidaires, mais aussi avec mes 122 au-

tres collègues, d'être à l'Assemblée nationale pour jouer le rôle de législatrice», fait-elle valoir.

Elle appréhende davantage la période des questions. «Moi, je n'ai pas été élue pour faire un "show". J'ai été élue pour m'assurer que le peuple québécois reçoive ce qui lui revient, notamment en matière de législation», affirme-t-elle dans un entretien avec *Le Devoir*. «Moi, je viens d'une tradition où on cherche beaucoup plus coopérer qu'à compétitionner. Je pense que j'aurai des ajustements à faire, si j'ai bien compris mes collègues, mais je suis prête à ça», lance-t-elle avant d'esquisser un sourire.

Manon Massé a remporté une victoire à l'arraché dans Sainte-Marie-Saint-Jacques, récoltant seulement 91 voix de plus que la candidate libérale, Anna Klisko. Sa circonscription — au cœur de Montréal — jongle avec des défis de «cohabitation» entre une «très très grande richesse» et une «très très grande pauvreté». «Il y a des condos à quelques millions de dollars qui côtoient des 3 1/2 à 600\$ infestés de vermine et de champignons», fait-elle remarquer.

Le Devoir

Baird dit ne plus avoir confiance en la direction de Via Rail

Ottawa — Il semble bien que ce soit la fin pour le patron de Via Rail. Le ministre des Affaires étrangères, John Baird, voix influente au sein du cabinet, a affirmé vendredi avoir perdu confiance en la capacité de Steve Del Bosco de diriger la société d'État, et a laissé entendre que ses jours étaient comptés.

M. Baird a blâmé publiquement sur Twitter M. Del Bosco, jeudi soir, avant de s'épancher, vendredi, sur son agacement à l'égard des communications publiques de Via Rail sur des sujets comme les problèmes techniques d'équipement de sécurité aux passages à niveau.

Questionné à savoir si la position exprimée était celle du gouvernement conservateur ou celle du député Baird, le ministre a répliqué qu'il «parlait toujours au nom du gouvernement».

Une porte-parole de la ministre des Transports, Lisa Raitt, qui a la responsabilité de Via Rail, a simplement affirmé que la société d'État devra en faire plus pour répondre aux attentes du public. L'entreprise n'a pas voulu commenter vendredi.

«Si vous n'êtes pas en mesure de gérer le fonctionnement des passages à niveau, ou même de simplement communiquer avec le public de manière efficace, franche et transparente, je ne crois pas que vous êtes qualifiés pour diriger les chemins de fer du pays», a de son côté répondu M. Baird à une question sur Via Rail, lors d'une conférence de presse organisée pour la visite du ministre néerlandais des Affaires étrangères, à Ottawa.

La Presse canadienne



FRANK GUNN LA PRESSE CANADIENNE

Ontario : Kathleen Wynne déclenche des élections

La première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne, déclenche des élections générales pour le 12 juin, plutôt que voir le budget de son gouvernement minoritaire défilé par l'opposition. M^{me} Wynne s'est dite déçue d'apprendre que les néodémocrates avaient choisi de ne pas appuyer le budget de son gouvernement, déposé jeudi. Au lieu de voir son gouvernement s'exposer à des semaines de critiques à Queen's Park avant le vote sur le budget, M^{me} Wynne s'est rendue chez le lieutenant-gouverneur afin de déclencher elle-même un scrutin anticipé — les dernières élections générales en Ontario ont eu lieu le 6 octobre 2011. La chef du Nouveau Parti démocratique ontarien, Andrea Horwath, avait affirmé en matinée qu'en toute conscience, son parti ne pouvait appuyer un gouvernement qui ne suscite guère la confiance des citoyens, en plus d'avoir été éclaboussé par divers scandales.

CHARTRE DE LA LAÏCITÉ

La ministre Vallée dénonce l'absence d'avis juridiques

MÉLANIE MARQUIS

La nouvelle ministre de la Justice, Stéphanie Vallée, estime que l'absence d'avis juridiques sur le projet de charte de la laïcité témoigne d'un manque de sérieux de la part de l'ancien gouvernement péquiste.

Un projet de loi de cette envergure aurait dû s'appuyer sur des bases solides et non seulement sur des témoignages en commission parlementaire a posteriori, a souligné M^{me} Vallée en entrevue téléphonique avec *La Presse canadienne* vendredi matin. «C'est assez particulier. On fait un projet de loi, puis on va attendre que les gens viennent le valider en commission parlementaire? Ce n'est pas un travail rigoureux. Ce n'est pas un travail sérieux», a-t-elle laissé tomber.

En campagne électorale, les libéraux s'étaient engagés à publier les avis juridiques dont l'ancienne première ministre Pauline Marois et le parrain du projet de charte, Bernard Drainville, laissaient entendre l'existence.

Le 31 mars, en marge d'une annonce à Trois-Rivières, M^{me} Marois avait déclaré: «Nous avons fait faire des évaluations, nous avons eu des avis juridiques. Certains nous disent que cette charte pourrait tenir la route [...]». Elle venait d'annoncer qu'un gouvernement péquiste pourrait avoir recours à la clause dérogatoire afin de s'assurer que la charte sur la laïcité ne serait pas invalidée par les tribunaux.

Or, mercredi, M^{me} Vallée a rendu publique une lettre de la sous-ministre Nathalie G. Drouin dans laquelle on peut lire que «le ministère de la Justice n'a pas été sollicité pour rédiger un avis juridique sur la constitutionnalité et la légalité de l'ensemble du projet de loi».

Soutenant ne pas vouloir prêter d'intentions au précédent gouvernement, la ministre se demande tout de même aujourd'hui à quoi M^{me} Marois et M. Drainville faisaient référence lorsqu'ils évoquaient de soi-disant avis juridiques contradictoires. «Peut-être qu'ils considéraient que ce qu'ils avaient en main constituait des avis sérieux. Peut-être. Mais moi, je ne considère pas qu'on doit travailler ainsi», a-t-elle suggéré.

Même s'ils émanent d'une ancienne juge de la Cour suprême (Claire L'Heureux-Dubé) ou d'un éminent constitutionnaliste (Henri Brun), les opinions livrées dans des mémoires déposés en commission parlementaire ou dans la sphère publique ne constituent pas des avis juridiques, a-t-elle plaidé.

M^{me} Vallée balaie par ailleurs du revers de la main les accusations de la nouvelle défenderesse du projet de charte, Agnès Maltais, selon qui les libéraux «tentent de se cacher derrière un faux débat sur les opinions juridiques formelles pour dissimuler leur opposition à l'établissement au Québec d'une véritable laïcité». Au contraire, le Parti libéral du Québec n'a jamais caché son opposition à l'interprétation péquiste du concept de laïcité, a-t-elle signalé.

Le PLQ doit proposer son propre projet de loi sur la laïcité inspiré des conclusions du comité présidé par le député libéral Gilles Ouimet, ancien bâtonnier du Québec, dont M^{me} Vallée faisait partie. «J'ai l'impression qu'il risque d'y avoir d'autres dossiers [prioritaires], et c'est une question d'actualité. Le budget a vraiment la priorité, donc on va essayer de voir où on le place [le projet de loi sur la laïcité] à travers tout ça. Mais chose certaine, c'est un mandat prioritaire», a assuré M^{me} Vallée.

La Presse canadienne

PLONGEZ DANS L'ÉTÉ

PLONGEZ DANS L'ÉTÉ

FORAITS VOLS INCLUS

7 NUITS TOUT COMPRIS
VOLS INCLUS AU DÉPART
DE MONTRÉAL ET D'OTTAWA1599\$
par adulteRéservez avant le 6 mai pour un séjour
jusqu'au 31 octobre 2014.

FAITES VITE! L'OFFRE PREND FIN

DANS 04 JOURS



Cancún Yucatán, Mexique



Avec notre vente **Plongez dans l'été**, c'est le moment idéal pour vous évader cet été et vous offrir un voyage sans soucis à un rapport qualité-prix sans pareil. Les vacances tout compris au Club Med incluent vraiment tout, même les vols. Nous vous invitons à découvrir les 71 destinations du Club Med, ses programmes d'encadrement primés pour les enfants, son École de sport qui comble petits et grands et ses G.O.[®] soucieux de rendre votre séjour inoubliable. Sautez sur cette offre avant qu'elle s'envole!

LES ENFANTS
DE MOINS DE 4 ANS
SÉJOURNENT
GRATUITEMENT**

Pour en savoir plus ou pour réserver, contactez votre professionnel du voyage, composez le 1 800 CLUBMED, ou visitez le www.clubmed.ca.

Club Med

71 Villages tout compris à travers le monde

14-104-05

* Le prix indiqué en exemple est par adulte, basé sur un séjour de 7 nuits en occupation double dans une chambre Club au Club Med Columbus Isle, Bahamas au départ de Montréal ou d'Ottawa le 10 juin 2014, les vols aller-retour avec Air Canada Rouge et les transferts vers/depuis le Village étant inclus. Le prix inclut les déjeuners, dîners et soupers et le bar ouvert présentés au sein du Village Club Med. Offre valable pour des nouvelles réservations individuelles seulement et pour des dates de voyage particulières jusqu'au 31 octobre 2014. Doit être réservé avant le 6 mai 2014. ** Le séjour des enfants de moins de 4 ans est gratuit dans la plupart de nos Villages familiaux : Sandpiper Bay, Floride; Itapa Pacific et Cancún Yucatán, Mexique; Punta Cana, République dominicaine; Columbus Isle, Bahamas; Les Boucaniers, Martinique et La Caravelle, Guadeloupe. Le séjour des enfants de 4 et de 5 ans est gratuit dans la plupart de nos Villages familiaux européens, sauf les Villages de ski. Pour le séjour des enfants âgés de 6 à 12 ans (et les enfants âgés de 4 et de 5 ans qui ne peuvent bénéficier du séjour gratuit dans certains Villages), le client profite d'une économie de 50% (basée sur le prix adulte) pour tous les Villages familiaux. Pour le séjour des enfants de 13 à 15 ans, le client profite d'une économie de 40% (basée sur le prix adulte) pour tous les Villages familiaux. Les billets d'avion des enfants doivent être payés par le client et les vols sont réservés par Club Med. Les enfants séjournant gratuitement doivent être logés dans la même chambre ou la même suite que les adultes payant leur séjour. Un minimum de 3 nuits est requis (7 nuits minimum pour Columbus Isle, et les vols doivent être réservés avec Club Med). L'offre est sujette à un contrôle du remplissage et les prix sont sujets à changement. Certaines dates non disponibles à la réservation. Pour Columbus Isle, les invites doivent être âgées de 2 ans et plus. Pour Turkoise, les invites doivent être âgées de 16 ans et plus. Les frais de membre Club Med sont en supplément et sont de 60 \$ par adulte et 30 \$ par enfant. D'autres restrictions peuvent s'appliquer, les conditions de la brochure et les frais de modification/annulation. Club Med n'est pas responsable des erreurs ou omissions. Les prix incluent la TPS et la TVG. Pour des voyages réservés par un agent de voyages du Québec, les prix n'incluent pas la contribution au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 1 \$ par tranche de 1 000 \$ de services touristiques achetés. Permis du Québec.

ACTUALITÉS

STEPHEN HARPER C. COUR SUPRÊME

Guerre de mots entre les pouvoirs exécutif et judiciaire

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

Le ton monte entre les conservateurs et la Cour suprême. Le premier ministre et la juge en chef se sont livrés à une guerre inhabituelle entre pouvoir exécutif et judiciaire vendredi, en se répliquant l'un l'autre sur la place publique quant à la bienséance des conversations qui ont précédé la nomination du juge Marc Nadon à la Cour suprême.

On apprenait jeudi que la juge en chef Beverley McLachlin a averti les bureaux du ministre de la Justice et du premier ministre que la nomination du juge Nadon au plus haut tribunal du pays risquait de poser problème.

En matinée vendredi, Stephen Harper a scandé qu'il aurait été «très inapproprié» qu'il accepte de discuter du choix de Marc Nadon avec des juges qui seraient appelés à se prononcer sur le sujet.

«Si la population pensait qu'un premier ministre, un ministre de la Couronne, consulte des juges sur des cas devant les tribunaux — ou pire, qu'un premier ministre consulte des juges sur des cas qui iront certainement devant les tribunaux avant d'entendre les arguments, je pense que toute l'opposition, tous les médias et toute la communauté juridique seraient bien choqués par un tel comportement», a martelé Stephen Harper, visiblement irrité.

La veille au soir, son bureau avait lancé les premiers reproches, en affirmant que le premier ministre ou le ministre de la Justice Peter MacKay «n'appelleraient jamais un juge en exercice au sujet d'une affaire qui est portée devant son tribunal ou qui pourrait éventuellement l'être».

M. Harper s'est targué vendredi, de passage à London en Ontario, d'avoir plutôt consulté des experts constitutionnels au sein de son gouvernement et à l'externe, lesquels étaient tous d'accord selon lui «que la pratique de considérer les juges de la Cour fédérale n'est pas un problème».

Mais moins d'une heure après la sortie du premier ministre, la Cour suprême a répliqué en publiant son deuxième communiqué en deux jours, arguant qu'«il n'y a à aucun moment eu quelque communication que ce soit [...] au sujet d'instances devant les tribunaux». M^{me} McLachlin a appelé le ministre MacKay fin juillet



La juge en chef Beverley McLachlin et le premier ministre Stephen Harper s'affrontent au sujet de la nomination de Marc Nadon.

alors qu'il étudiait la liste de candidats potentiels, afin de «signaler une possible difficulté relativement à l'admissibilité des juges des cours fédérales» à occuper l'un des postes réservés au Québec. La juge en chef aurait songé à appeler le premier ministre, mais aurait laissé tomber, selon le tribunal.

«Selon la coutume, les juges en chef sont consultés durant le processus de nomination, et il

Le premier ministre «n'appellerait jamais un juge en exercice au sujet d'une affaire qui est portée devant son tribunal»

n'y a rien d'inopportun à soulever une possible difficulté susceptible d'influer sur une éventuelle nomination», a fait valoir M^{me} McLachlin — une déclaration publique rarissime de la part de la juge en chef.

L'Association du Barreau canadien (ABC) s'est d'ailleurs portée à la défense de la juge, vendredi, se disant «préoccupée» par les propos tenus par le premier ministre et son bureau depuis jeudi. Car ceux-ci minent «la crédibilité de l'institution, une institution essentielle à la démocratie», a fait valoir le président de l'ABC Fred Headon, en entretien téléphonique.

D'autant plus que ces critiques lui semblent «sans fondement sérieux». «La juge en chef a un rôle légitime dans les consultations lorsque cela vise

un poste vacant à la Cour suprême. Il n'y a rien d'inapproprié à ce qu'elle partage ses préoccupations avec le gouvernement», a-t-il répliqué.

Rare querelle

L'échange de tirs entre M. Harper et la juge en chef a fait bondir l'opposition. Et les experts conviennent que la situation est inhabituelle.

«Ce n'est pas du tout dans la tradition canadienne d'avoir ce genre de combat de coqs entre le chef du gouvernement et la chef du pouvoir judiciaire, a commenté Stéphane Beaulac, professeur de droit à l'Université de Montréal. C'est une opération qui commence à ressembler beaucoup à du «Cour suprême bashing». Ça semble être revanchard.»

Une lecture partagée par la néodémocrate Françoise Boivin. «Le but clair, net et précis du gouvernement [...] c'est d'essayer maintenant de «cochonner», excusez l'expression, la Cour suprême comme entité parce qu'ils sont mauvais perdants», a-t-elle reproché, en rappelant que le tribunal a non seulement invalidé la nomination du juge Nadon, mais aussi mis à mal la volonté des conservateurs de réformer seuls le Sénat et de mettre sur pied une commission nationale des valeurs mobilières.

Stéphane Dion a déploré à son tour un affrontement «sans précédent». Le libéral s'est dit in-



FRED CHARTRAND ET DAVE CHIDLEY LA PRESSE CANADIENNE

quiet de voir que l'avis de la juge en chef émis lors d'un processus confidentiel ait été révélé aux médias pour «salir» M^{me} McLachlin. «Cela mine le processus pour l'avenir», a-t-il prévenu en expliquant que des témoins seraient dorénavant «très réticents à parler puisqu'ils n'auront pas l'assurance de la confidentialité tant qu'on aura ce gouvernement».

La Cour suprême a invalidé la nomination du juge Nadon, fin mars, au motif qu'ayant siégé à des tribunaux fédéraux pendant 20 ans M. Nadon ne se qualifiait pas aux sièges réservés à des juristes du Québec. M. Harper a déploré que cette décision fait des juges québécois à la Cour fé-

dérale «des juges de deuxième classe». Car ceux-ci n'ont pas accès, contrairement à leurs collègues du reste du pays, à la Cour suprême.

Une interprétation qui est juste, théoriquement, mais dont il ne faut pas exagérer les risques, selon M. Beaulac. «Ça ne s'est jamais présenté depuis 135 ans.»

Le Devoir

Lire aussi : Processus bancal, un éditorial d'Antoine Robitaille. Page B 4

Lire aussi : Bataille suprême, une chronique de Manon Cormellier. Page B 2

«C'est une opération qui commence à ressembler beaucoup à du «Cour suprême bashing». Ça semble être revanchard.»

Stéphane Beaulac, UdeM

«Les juges en chef sont consultés durant le processus de nomination, et il n'y a rien d'inopportun à soulever une possible difficulté susceptible d'influer sur une éventuelle nomination»

Beverly McLachlin, juge en chef de la Cour suprême

ÉDUCATION

La discorde autour de la réforme a raison du chef de l'APN, Shawn Atleo

Le chef national de l'Assemblée des Premières Nations (APN) démissionne alors que la grogne contre la réforme de l'éducation proposée par le gouvernement Harper grandit dans les communautés autochtones.

Shawn Atleo a annoncé sa décision de quitter ses fonctions dans un bref discours devant des journalistes, vendredi après-midi, à Ottawa. M. Atleo a lui-même cité le projet de loi fédéral sur l'éducation des autochtones. «Ce travail est trop important et je ne suis pas prêt à être un obstacle qui l'empêche, ni à être le paratonnerre qui détournerait l'attention des enfants et de leur potentiel», a-t-il dit.

C'est que plusieurs communautés autochtones ont dénoncé cette initiative du gouvernement fédéral alors que le chef Atleo semblait prêt à l'approuver.

Le projet de loi C-33, qui prétend redonner le contrôle aux Premières Nations de leurs systèmes d'éducation, a été déposé par le ministre Bernard Valcourt le 10 avril.

Selon Ghislain Picard, le chef régional de l'APN pour le Québec et le Labrador, c'est maintenant la majorité des communautés autochtones qui s'y opposent. «Sans doute était-il allé trop loin dans son appui pour le projet de loi C-33 avec le gouvernement fédéral», a dit le chef Picard du chef Atleo.

M. Atleo disait encore du bien du projet de loi, en démissionnant. «La proposition actuelle sur l'éducation est [...] un effort sincère et constructif de la part du premier ministre Stephen Harper pour faire un pas en avant», a-t-il déclaré.

M. Picard estime donc que le chef Atleo n'avait plus le choix de partir. «Il continue d'encenser le gouvernement de M. Harper alors qu'il y a une méfiance évidente. [...] Donc on constate qu'il y a ici

un monde entre le point de vue du chef national et ceux qu'il est appelé à représenter. Il n'y avait pas, selon moi, d'autre issue possible.»

C'est dans un communiqué que le premier ministre s'est désolé du départ du chef Atleo, y citant sa «tristesse». «Nous avons [...] partagé la volonté d'améliorer l'éducation des Premières Nations et de veiller à ce que les élèves qui vivent dans les réserves se voient offrir les normes pédagogiques, le soutien et les possibilités que la plupart des Canadiens tiennent pour acquis», peut-on lire dans la déclaration de Stephen Harper.

Un projet de loi contesté

C-33 établit un système semblable à celui des commissions scolaires. Ces structures assureront un curriculum qui permette aux élèves autochtones de passer aux écoles hors réserve. Le contenu des cours devra donc s'ajuster au contenu imposé par le ministère de l'Éducation de la province où se situe l'école.

Le projet de loi prévoit aussi un système de surveillance par un comité qui aura à juger de la performance des écoles. Cette surveillance est un des points dénoncés par les communautés autochtones qui disent avoir besoin de ressources financières et non pas de surveillance.

Vendredi matin, aux Communautés, le député néodémocrate Roméo Saganash reprenait les critiques de ces communautés. «Pourquoi le ministre s'entête-t-il à imposer un projet de loi qui oblige les étudiants à attendre jusqu'aux prochaines élections pour recevoir de nouveaux financements, alors qu'ils méritent ce financement aujourd'hui et maintenant?» a demandé le député.



Shawn Atleo

La Presse canadienne

Pourquoi se contenter de la normale?

Fairmont
LE MANOIR RICHELIEU
CHARLEVOIX, QUÉBEC

FORFAIT GOLF SUPRÊME À CHARLEVOIX

À partir de

399 \$ par nuitée

- Hébergement dans une chambre Fairmont
- Ronde de golf illimitée dans la même journée, voiturette et accès au champ de pratique
- Petit-déjeuner buffet pour deux

*Par nuitée, en occupation double. Service inclus. Taxes en sus. Disponibilités : du 16 mai au 17 octobre 2014. Des frais supplémentaires pourraient s'appliquer pour les enfants.

Avec des vues à couper le souffle et des allées à faire rêver, le réputé parcours du Fairmont Le Manoir Richelieu vous réserve une expérience hors du commun. Ici, tous les efforts sont déployés pour vous aider à obtenir une carte parfaite. Du confort de nos chambres au raffinement de notre cuisine, les petites attentions se multiplient pour créer des performances de génie.

RÉSERVATIONS 1 800 441 1414
ou fairmont.fr/richelieu-charlevoix

RENSEIGNEMENTS et HEURES DE DÉPART
Club de golf Fairmont Le Manoir Richelieu
TÉL 418 665 2526



FAIRMONT LE MANOIR RICHELIEU | HÔTEL ~ CASINO ~ SPA ~ GOLF



ACTUALITÉS

MIRABEL

Coderre demande à Ottawa d'empêcher la démolition

Le maire de Montréal, Denis Coderre, demande à Ottawa d'intervenir pour empêcher Aéroports de Montréal (ADM) de démolir l'aérogare de l'aéroport de Mirabel.

Le président-directeur général d'ADM, James C. Cherry, a annoncé jeudi le lancement d'un appel d'offres pour la démolition de l'édifice, inoccupé depuis 2004.

Le maire Coderre a déclaré vendredi à Montréal qu'il allait demander au ministre fédéral de l'Infrastructure, Denis Lebel, d'intercéder auprès de sa collègue des Transports, Lisa Raitt, pour bloquer cette démarche afin de donner le temps au maire de Mirabel, Jean Bouchard, de présenter une solution alternative.

Reconversion

M. Coderre dénonce cette précipitation autour d'une décision prise «en vase clos», selon son expression. Il fait valoir qu'ADM est bien au courant de l'intention du maire Bouchard de présenter un projet pour donner une nouvelle

vocation à l'aérogare.

La Société de gestion Montréal-Mirabel, un organisme à but non lucratif dont l'ex-premier ministre Bernard Landry est président du conseil d'administration, auquel siège le maire Bouchard, est à préparer une étude de faisabilité visant à transformer l'aérogare en centre de foires destiné notamment à accueillir un salon de l'aéronautique.

Le maire Coderre souligne qu'à titre de président de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), il a une responsabilité qui va au-delà des limites de Montréal. De toute façon, rappelle-t-il, ADM a besoin de l'appui de Montréal dans plusieurs dossiers, laissant ainsi entendre qu'il n'hésitera pas à faire jouer son poids politique pour s'opposer à une démolition hâtive.

La Presse canadienne

Lire aussi : *Triste fin d'un éléphant*, un éditorial de Bernard Descôteaux. Page B 4



La quantité par personne de matières envoyées au dépotier baisse d'année en année.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Recyclage : la CMM a pris deux ans de retard

Ce n'est qu'en 2013 que la Communauté métropolitaine de Montréal a atteint sa cible de recyclage fixée pour 2011

PHILIPPE ORFALI

Si la grande région de Montréal effectue des progrès dans la gestion de ses matières résiduelles, ce n'est qu'en 2013 qu'elle a atteint les cibles qu'elle s'était fixées pour 2011 en matière de recyclage, a appris *Le Devoir*.

En 2012, les municipalités du Grand Montréal ont «presque» atteint l'objectif de récupérer 60% des matières recyclables, s'est félicitée vendredi la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), qui regroupe les 82 municipalités de l'île de Montréal et des couronnes nord et sud.

Le hic : cette cible avait en réalité été fixée pour l'année 2011. Et ce n'est qu'en 2013 que la marque des 60% aurait

véritablement été atteinte, a reconnu du bout des lèvres le coordonnateur en matière d'environnement de la CMM, Michel Allaire, au cours d'un entretien.

En réalité, ce sont 58% des matières recyclables qui se sont retrouvées dans les bacs de recyclage, en 2012. Six ans plus tôt, en 2006, seulement 46% des matières recyclables se voyaient récupérées. Un progrès substantiel, souligne l'expert.

Vendredi, la CMM a dévoilé les données des années 2011 et 2012. La divulgation des résultats de 2013 pourrait prendre près d'un an, en raison de procédures administratives. Chaque municipalité doit fournir ses états financiers vérifiés pour l'année financière 2013 à la CMM pour

que celle-ci puisse entamer la compilation des données sur l'élimination des déchets et la récupération des matières recyclables et organiques.

Aucune cible jusqu'en 2015

Et quelles seront les cibles pour 2013 ou 2014? Il n'y en aura pas. Arrivé à échéance, le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles 2006-2011 n'a toujours pas eu de successeur. Ce n'est qu'en 2015 que le prochain plan quinquennal pourrait voir le jour, semble-t-il.

«Le processus de révision du Plan 2006-2011 a débuté. La Commission de l'environnement se réunira à plusieurs reprises au cours de l'année afin d'élaborer [...] un projet de plan qui sera présenté au conseil de la Communauté d'ici la fin de l'année 2014. Par la suite, le Plan 2015-2020 devrait être adopté à la fin de 2015 après avoir fait l'objet d'une consultation publique», indique la CMM dans un communiqué.

Ce nouveau plan de cinq ans devrait prévoir l'atteinte d'une cible de recyclage de 70% en 2020.

Après être parvenue à diminuer de 12% en six ans le nombre d'objets recyclables envoyés au dépotier, la CMM se donnerait donc maintenant deux ans de plus pour répéter l'exploit.

Les coûts de la gestion des matières résiduelles — matières recyclables récupérées, résidus organiques et autres matières comme les rebuts domestiques dangereux — ont augmenté de près de 50% depuis 2006, atteignant en 2012 près de 300 millions de dollars.

Cependant, le coût à la tonne des matières récupérée est maintenant moins élevé qu'une tonne de déchets, ce qui pourrait avoir pour effet d'inciter les villes à accélérer leurs efforts. La quantité par personne de matières envoyées au dépotier ne cesse de dégringoler, d'année en année, et se situait à 335 kg en 2012.

Le Devoir

Coderre : sauver Bixi en s'inscrivant

Le maire de Montréal, Denis Coderre, a officiellement inauguré vendredi la saison 2014 de Bixi en lançant un appel pressant aux Montréalais. M. Coderre a indiqué que le nombre d'abonnements doit augmenter de façon significative pour assurer la survie de ce service au-delà de cet été. Le maire a fait état de 35333 abonnements jusqu'ici, soit une vingtaine de moins qu'en 2013. Il affirme que c'est maintenant aux Montréalais de démontrer qu'ils aiment suffisamment le service.

La Presse canadienne

Montréal s'entend avec ses juristes

Alors qu'une grève générale devait être déclenchée lundi, la Ville de Montréal s'est entendue avec ses quelque 130 juristes, vendredi soir, afin d'éviter le débrayage. Un cadre de règlement portant sur le renouvellement de la convention collective a été approuvé par la Ville et les avocats et notaires. Ceux-ci réclament la parité avec leurs collègues du gouvernement du Québec. Selon le syndicat, cet écart était de 13% en 2011.

Le Devoir

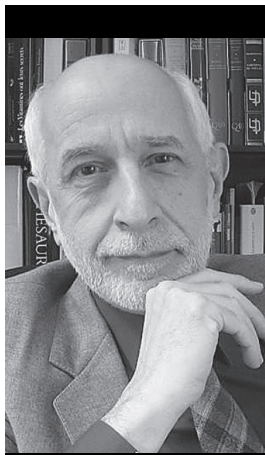
Congédié ?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545



Septième table ronde annuelle de T.A.M.B.O.U.R.

Habiter le mourir... ou en être expulsé!

Évoquer le mourir, le penser comme un temps, un moment, on ne peut plus vivant et subjectif, de la vie de la personne, semble constituer l'ultime transgression! Avant le terme constaté d'une existence humaine, n'y aurait-il pas un espace, un temps, un entre-deux où pourrait se déployer un processus du mourir subjectivant?

M. LÉVESQUE L. TASSÉ J.-É. VERDIER

Dr Marcel Boisvert
médecin

Fernand Dansereau
cinéaste

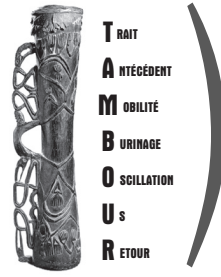
Jean-Marc Duru
psychologue et
psychanalyste

Matthieu Léveillé
musicien

Le samedi 10 mai 2014
de 9h30 à 16h30

Lieu:
Jeunesses musicales
du Canada
305, avenue du
Mont-Royal Est
Montréal

Inscription:
60\$ (étudiant 40\$)
Pour informations:
514.488.7214
info@tambour1856.com
www.tambour1856.com



Dans le cadre de 24 heures de science
INCONTOURNABLE MATHÉMATIQUES!

Une série de conférences et quelques kiosques

» 15h30 : «Apprivoiser, se méfier et travailler avec l'ordinateur omniprésent»

» 17h30 : «Comment ne pas modérer ses transports!»

» 19h30 : «La prévision des grandes catastrophes»

LE VENDREDI 9 MAI 2014 ► Entrée libre

PAVILLON ANDRÉ-AISENSTADT

2920, chemin de la tour,
Salle 1140, Université de Montréal
Université-de-Montréal ou Côte-des-Neiges

Un vin d'honneur sera offert gracieusement à 18h30

INSCRIPTION:

www.crm.umontreal.ca/science24heures2014/

CENTRE
DE RECHERCHES
MATHÉMATIQUES

Papeterie
Casse - Noisette

Nous tenons en inventaire agendas,
papiers Lalo, papier St-Gilles,
cartes, plumes et stylos,
albums de photos, articles de bureau,
sceaux, cires à cacheter.

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :

du lundi au vendredi de 10h 00 à 18h 00
les samedis et dimanches de 10h 00 à 16h 30

Achetons
immédiatement tableaux
canadiens et européens.
Antiquités haut de gamme.
Grande valeur offerte.

Borduas
Ferron
Fortin
Gagnon
Krieghoff
Lemieux
Letendre
McEwen
Pellan
Riopelle
Suzor-Côté
et autres...



Jean-Paul Lemieux - inventaire de tableaux - tableaux sur toile

Évaluation verbale gratuite pour les noms ci-haut mentionnés, selon la disponibilité.

Claude Lafitte évaluateur et expert conseil

Galerie Claude Lafitte

depuis 1975 • 514.842.1270
2160 rue Crescent, Montréal, www.lafitte.com

Radio
Ville-Marie
91,3 fm Montréal

LA VOIX QUI NOUS
RASSEMBLE

Des émissions quotidiennes qui abordent les grandes questions humaines, spirituelles et sociales.

radiomv.com

1 855 212-2020 (sans frais)

Suivez-nous sur facebook

MERCREDI

11h

PASSION
MARCEL

avec
Marcel Leboeuf

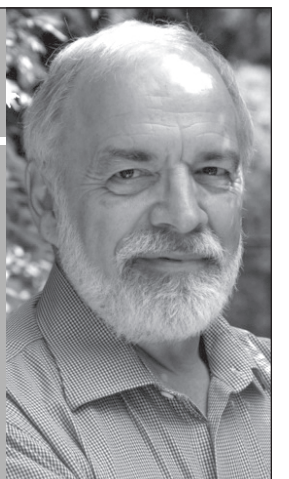


JEUDI

11h

MAISONNEUVE
À LA UNE

avec
Pierre Maisonneuve





porter
raffinée sur toute la ligne

Gagnez votre course contre la montre.

Porter vous fait gagner jusqu'à deux heures sur un aller-retour. Porter atterrit à l'aéroport du centre-ville de Toronto. À deux pas de tout. Pas de besoin de courir pour faire marcher vos affaires.



Vois au départ de Montréal. Réservez d'ici le 7 mai 2014. Le rabais est compris dans les tarifs. Tarifs aller simple incluant les taxes, surcharges et frais obligatoires. Un supplément peut être facturé pour les bagages enregistrés et d'autres services optionnels.*
Tarifs à partir de :

HALIFAX 3 par jour 224 \$	TORONTO 17 par jour 216 \$	SAULT STE. MARIE 256 \$	ST. JOHN'S 283 \$	SUDBURY 251 \$	THUNDER BAY 257 \$	TIMMINS 246 \$	WINDSOR 278 \$	BOSTON 339 \$
CHICAGO 355 \$	MYRTLE BEACH Fin de service le 19 mai 366 \$	NEW YORK 303 \$	WASHINGTON Dulles 306 \$	PRIX TOUT COMPRIS				

Réservez en ligne, appelez au 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyages. Téléscripneur – faites le 711.

flyporter.com

* Réservez d'ici 23 h 59 heure de l'est le 7 mai 2014. Voyagez d'ici le 3 septembre 2014. Porter peut exiger un achat 21 jours à l'avance. Les tarifs annoncés sont fonction de la disponibilité et peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur flyporter.com. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires, qui peuvent atteindre 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. D'autres conditions (comme des frais de 25 \$ pour l'enregistrement d'un premier bagage et de 35 \$ pour un deuxième pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent être modifiées sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Pour en savoir plus, allez à flyporter.com. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaudra.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Pour préserver les ressources marines dont dépendent les peuples côtiers pour leur économie et leur alimentation, ce sont les citoyens qui ont le pouvoir de changer leurs habitudes de consommation en se tournant vers des espèces moins menacées, issues d'une pêche plus responsable.



YOSHIKAZU TSUNO AFP



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

20%

Ce que le poisson fournit en protéines animales à environ trois milliards d'humains.

Source : Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation

Sauvegarder la mer, préserver la santé publique



BURNINGMAX / CC

« On a de la chance, car les poissons les moins contaminés et qu'on retrouve en abondance, il y en a à l'épicerie et ce n'est pas cher! »

Éric Dewailly, professeur à l'Université Laval

AMÉLIE DAoust-BOISVERT

Issu de la pêche durable? Local, frais et sauvage ou élevé en série et congelé en Asie? Devant l'étal de la poissonnerie, le consommateur se questionne. Il doit aussi compter sur la contamination aux métaux lourds ou aux polluants organiques persistants (POP).

D'un côté, le *Guide alimentaire canadien* recommande de mettre le poisson au menu deux fois par semaine pour profiter des vertus des acides gras oméga-3.

De l'autre, les océans se vident. Les contaminants qui s'accumulent dans la chaîne alimentaire marine ont, chez l'humain, des effets délétères qui viennent atténuer les bienfaits de la consommation de poisson.

Allier environnement et santé est encore difficile, constate la chercheuse à l'Université de Moncton Céline Surette. Cette Acadienne, inconditionnelle de la mer et de ses fruits, a même de la difficulté à trouver des diffuseurs pour ses études sur la contamination des poissons de la baie des Chaleurs.

Pendant que les écologistes se préoccupent peu de la contamination, les nutritionnistes ne s'intéressent pas tellement à l'état des stocks, constate aussi Éric Dewailly, professeur à l'Université Laval, spécialiste des communautés côtières. Un mariage est nécessaire.

Lui qui travaille depuis 30 ans avec les populations dépendantes de la pêche souhaite que les citoyens protègent les stocks. « Laissons donc aux populations qui en dépendent leurs propres poissons et développons des ressources que nous avons en abondance et qui sont peu contaminées! », plaide-t-il.

Une question de santé publique

Les produits de la mer sont une source de contamination humaine par les métaux lourds comme le mercure et par les POP (*Persistent Orga-*

nic Pollutants). C'est grâce à des études sur la contamination du lait maternel et du sang des nourrissons menées par M. Dewailly dans les années 1980 que les Inuits ont pu plaider leur cause. La convention de Stockholm, signée par 151 pays, a interdit en 2004 plusieurs POP. « On voit les taux de POP chez les communautés nordiques diminuer de 50 à 70% », se réjouit M. Dewailly.

De nouveaux contaminants font toutefois leur apparition, comme les ignifuges, ces substances ajoutées aux biens de consommation pour les protéger du feu. Le mercure est toujours présent. Les contaminants, surtout chez les fœtus et les enfants, peuvent altérer le système immunitaire et le développement du système nerveux ou encore agir comme perturbateurs endocriniens. Difficile de savoir ce qu'il y a vraiment dans notre assiette.

Reste que le poisson a des effets positifs sur la santé, surtout quand des espèces peu contaminées sont choisies. L'effondrement des pêcheries mondiales aura donc des conséquences sur la santé publique. Par exemple, quand les Cris de la Baie-James ont boudé le poisson en raison de la contamination au mercure, les maladies cardiovasculaires et le diabète ont monté en flèche.

Quoi manger, alors? « On a de la chance, car les poissons les moins contaminés et qu'on retrouve en abondance, il y en a à l'épicerie et ce n'est pas cher! », dit Éric Dewailly. Harengs, sardines, anchois et maquereaux sont de bons choix. Il suggère aussi l'omble de fontaine, qu'on distribue maintenant aux femmes enceintes dans des communautés nordiques. Étant plus près de la base de la chaîne alimentaire, les sardines ont une empreinte écologique 100 fois moindre que le thon! Si ces poissons étaient consommés directement par l'humain plutôt que majoritairement réduits en

moulée pour nourrir le poisson d'élevage comme le saumon, c'est l'ensemble des stocks mondiaux qui en bénéficierait.

Faire une croix sur le poisson

Certains pourraient, devant l'état actuel des océans, vouloir renoncer aux produits de la mer. Est-ce possible de compenser par une alimentation végétalienne? La nutritionniste Anne-Marie Roy, elle-même végétalienne, en est convaincue.

Le poisson est d'abord une source de protéines, besoin qu'on peut combler grâce aux légumineuses, aux noix et au soja.

Le remplacement des oméga-3 est plus complexe. Les graines de lin, de chia et de chanvre contiennent des oméga-3 à chaîne courte, que le corps doit transformer. « On doute de notre efficacité à les convertir », explique M^{me} Roy,

même si ce n'est pas entièrement vain d'en consommer.

Reculer dans la chaîne alimentaire s'avère alors bénéfique. Des suppléments à base de l'algue microscopique *Schizochytrium*, riche en oméga-3, ont fait leur apparition.

On dispose de très peu d'études scientifiques sur ces suppléments. En 2011, une étude toxicologique a conclu à leur innocuité. Une étude chez le hamster a montré un effet bénéfique sur le cholestérol.

Le commerce des algues pourrait représenter l'avenir de l'océan, puisque ces dernières sont également une bonne source de plusieurs éléments nutritifs essentiels. Elles sont par exemple une excellente source d'iode, un autre élément rare chez les végétaux terrestres.

Anne-Marie Roy observe que de plus en plus de personnes sont prêtes à changer leurs habitudes, complètement ou à temps partiel, pour des raisons écologiques. « L'avenir réside peut-être en de grandes fermes... d'algues! », lance-t-elle.

Le Devoir

Thon

6,6 millions

Tonnes totales de thons capturés en 2010. Le tiers des espèces principales de thon, dont le thon rouge, sont surexploitées. La proposition d'interdiction du commerce international du thon rouge de l'Atlantique a été rejetée à l'international.

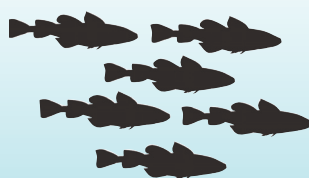
Source : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)



Morue

Malgré le moratoire sur la pêche, les scientifiques croient que la biomasse de la morue du golfe du Saint-Laurent n'a pas augmenté de façon mesurable depuis l'effondrement du stock au début des années 1990.

Source : Pêches et Océans Canada



Homard

Des chercheurs de l'Université de Moncton tentent de documenter la contamination des poissons de leur région, où industries polluantes et pêche cohabitent. Le tiers des espèces vendues dans la baie des Chaleurs sont pêchées localement. La professeure à l'Université de Moncton Céline Surette observe que les consommateurs se renseignent peu sur leur origine. Elle a constaté que les produits comme le chair de homard, les pétoncles, les crevettes et les huîtres, dont ses concitoyens sont friands, sont peu contaminés par des métaux lourds. « Seul l'hépatopancréas de homard — un délice! — dépassait la norme pour le cadmium, rapporte-t-elle. Je n'en mangerais pas enceinte. »

EN PÉRIL



DIMITAR DILKOFF AGENCE FRANCE-PRESSE



YODOD / CC

Une ferme d'aquaculture à Rennesøy, en Norvège. Des poissons comme les sardines ont une empreinte écologique beaucoup moindre que d'autres. Par exemple, il faut 5 kg de poissons sauvages pour obtenir 1 kg de saumon d'élevage. Si ces premiers poissons étaient directement consommés par l'être humain, c'est l'ensemble des stocks mondiaux qui en bénéficierait.

De véritables dépotoirs marins

Il existe sur le globe huit « continents » de déchets, surtout composés de plastique

ALEXANDRE SHIELDS

La santé des océans du globe est de plus en plus perturbée par une multitude de polluants qui ne cessent d'en accélérer la dégradation. Or peu de mesures ont jusqu'ici été prises pour tenter de protéger ces milieux très riches et essentiels au maintien de la vie sur Terre. Tout l'écosystème marin paie le prix de cette inaction, notamment en ce qui a trait à la prolifération du plastique dans ces vastes étendues d'eau.

L'athlète québécoise Mylène Paquette a constaté de ses propres yeux à quel point l'océan Atlantique est jonché de débris. « Je n'ai pas vu un seul déchet, mais des dizaines et des dizaines. Les seules journées où je n'ai pas vu de déchets, c'est parce que j'étais à l'intérieur de la cabine de mon bateau. J'en apercevais tellement que ça devenait en quelque sorte banal. On devient blasé de voir des déchets tellement il y en a », explique celle qui a traversé l'an dernier l'Atlantique à la rame, de la Nouvelle-Ecosse à la France.

Amante de la mer, elle se souvient particulièrement d'avoir aperçu beaucoup de morceaux de plastique flottant à la surface des eaux. « Je crois bien en avoir vu tous les jours », souligne-t-elle. Largement ignorée, cette situation n'a rien de très étonnant. Le plastique, que nous consommons abondamment depuis plus de 60 ans, se retrouve partout dans les océans du globe.

Selon les données du Programme des Nations unies pour l'environnement, cette matière très peu dégradée constituerait plus de 80 % des

déchets qu'on retrouve dans ces vastes étendues d'eau. Bon an, mal an, près de 100 millions de tonnes de plastique seraient déversées dans les océans, tant à la surface que dans les grandes profondeurs et sur les plages du monde. La grande majorité provient de la terre ferme et est transportée au gré des bassins versants.

Continents de déchets

Comme l'utilisation de ce matériau — dont la fabrication englutit près de 10% de la production pétrolière mondiale — est relativement récente, sa présence n'est mieux documentée que depuis quelques années. En fait, on s'y intéresse davantage depuis que l'océanographe américain Charles Moore a découvert au début des années 2000 « le continent de déchets » du Pacifique. Cette zone, située entre Hawaï et la Californie, concentre des millions de tonnes de débris amenés là par les courants marins. On sait maintenant qu'il existe huit de ses « continents » dans le monde.

La majorité des déchets qu'on y retrouve sont faits de plastique, un produit dont la dégradation libère divers composés toxiques. Cette substance s'imisce dans toute la chaîne alimentaire. Dans les poissons, qui en ingurgitent des morceaux en les confondant avec leur nourriture. Dans les oiseaux, qui mangent des poissons ou qui nourrissent leur progéniture carrément avec du plastique.

Pour Mylène Paquette, il est tout simplement aberrant que l'humanité consomme autant de produits en plastique. « Par exemple, ça n'a aucun sens qu'on mange encore avec des fourchettes et des cuillères en

Hydrocarbures et autres toxines

En plus des dizaines de millions de tonnes de déchets qu'on y jette, les océans subissent les impacts des nombreux déversements de diverses substances toxiques. Cela comprend les eaux usées transportées par les cours d'eau, mais aussi les rejets d'hydrocarbures. Depuis la marée noire provoquée par l'*Exxon Valdez* en 1989, plus de 500 déversements importants se sont produits dans le monde. Les effets à long terme des marées noires demeurent relativement peu connus. Le cas du déversement survenu en 2010 dans le golfe du Mexique permet cependant de démontrer que la pollution pétrolière demeure bien présente dans tout l'écosystème, même après quelques années.

plastique. Je rêve du jour où ce sera gênant. Et même si on utilise davantage les sacs réutilisables, il y a encore beaucoup de sacs de plastique. »

« Un tiers du plastique produit dans le monde est transformé en emballages jetables et utilisés une seule fois », souligne d'ailleurs le professeur en conservation marine Callum Roberts dans son livre *Océans : la grande alarme*. Plusieurs espèces se « nourrissent » de ces sacs et en meurent. Près du tiers des tortues marines en auraient dans l'estomac. Les engins de pêche perdus en mer consti-



SOURCE MYLÈNE PAQUETTE

Pendant sa traversée de l'Atlantique à la rame, Mylène Paquette raconte que « les seuls jours où je n'ai pas vu de déchets, c'est parce que j'étais à l'intérieur de la cabine de mon bateau ».

tuent aussi une réelle menace pour toute la faune.

Océans invisibles

Comment se fait-il que l'humanité ait si peu de considération pour les océans? « On protège et on défend ce qu'on aime », fait valoir Mylène Paquette. *Tout le monde se lève pour défendre les phoques, parce que ça suscite une émotion chez plusieurs personnes. Mais si on parle des océans, les gens voient une grande étendue d'eau qui est à première vue très dangereuse à fréquenter. Ils voient aussi une frontière qui prend des heures à traverser en avion. Et c'est diffi-*

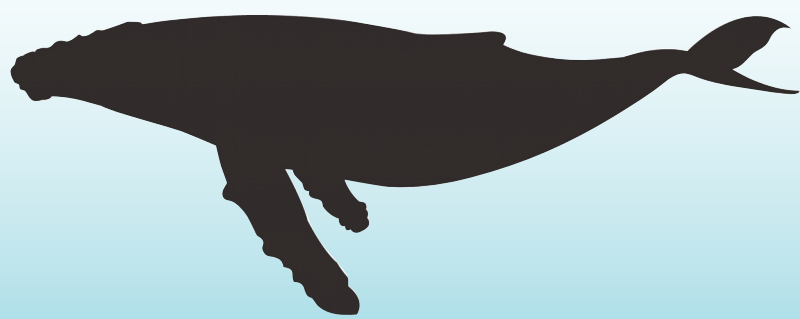
cile de protéger un milieu qu'on ne connaît pas et envers lequel on a beaucoup de préjugés. »

Seule, au milieu de l'Atlantique, elle dit avoir découvert au contraire que l'océan est d'abord un écosystème riche et complexe. « C'est un milieu de vie incroyable. J'avais l'impression de vivre dans un documentaire de Discovery Channel. J'ai vu des poissons et des oiseaux tous les jours. J'ai aussi été accompagnée pendant dix jours par un troupeau de globicéphales. C'est merveilleux de voir tout cela. »

M^{me} Paquette se fait d'ailleurs un devoir de faire connaî-

tre un peu mieux la fragilité des océans. « Nous avons un impact sur cela, même si nous avons encore l'impression qu'il s'agit d'un puits sans fond. Mais nous sommes en train de détruire des pans entiers de la chaîne alimentaire. » Le message, selon elle, doit être entendu de toute urgence. « À long terme, c'est une question de santé publique. Les océans, c'est un immense garde-manger. Donc, la santé des océans, c'est aussi notre propre santé. Si on continue de maltraiter les océans, on va en payer le prix collectivement. »

Le Devoir



Cétacés

La Commission baleinière internationale estime que 95 % des populations de grands cétacés ont été exterminées par la chasse commerciale, principalement au cours du dernier siècle.



Méduses

La surpêche, en faisant disparaître de grands poissons prédateurs, stimule la prolifération des méduses. Ces dernières se nourrissent de larves et de juvéniles, rendant d'autant plus difficile le rétablissement des populations de poissons.

Océans en péril



AGENCE FRANCE-PRESSE

L'exploitation d'hydrocarbures en haute mer pourrait s'étendre à des zones autrefois prisonnières des glaces.



AGENCE FRANCE-PRESSE

La hausse de la température globale semble inévitable. Dépasser la limite d'une hausse de 2°C serait catastrophique en matière de perte de biodiversité marine, avec tous les impacts que cela engendre.

Des eaux de plus en plus acides

ALEXANDRE SHIELDS

Les changements climatiques constituent la pire menace environnementale de l'histoire. Leurs effets se feront d'ailleurs particulièrement sentir dans les océans, à moins de freiner rapidement les émissions de CO₂. Un objectif pour le moment hors d'atteinte.

Une des manifestations déjà bien perceptibles est l'acidification des eaux qui recouvrent 70% de la planète. Les océans absorbent en effet le tiers du carbone atmosphérique, soit environ 130 milliards de tonnes par an. Or l'utilisation massive des énergies fossiles a provoqué une hausse marquée et continue des émissions de CO₂, ce qui a entraîné une augmentation de l'acidité des océans d'environ 30% au cours des dernières décennies.

Ce phénomène entraîne des

bouleversements rapides qui frappent de plein fouet la vie marine. Certaines populations de mollusques sont désormais menacées. L'acidification nuit notamment à la capacité des larves d'huîtres de se construire une coquille, selon les résultats des travaux menés par des scientifiques de l'organisation American Geophysical Union.

Si la concentration de CO₂ dans l'atmosphère continue de croître, les récifs de corail risqueront carrément l'extinction, selon l'Union internationale pour la conservation de la nature.

Réduire le CO₂?

«Le taux d'acidification des océans n'a jamais été aussi élevé depuis 65 à 300 millions d'années», fait valoir Patrick Bonin, responsable de la campagne Climat chez Greenpeace. Ce taux ne pourra dimi-

nuer que si nous réduisons drastiquement les émissions de CO₂ générées par notre utilisation des combustibles fossiles.»

Pour le moment, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) prédit plutôt que les émissions continueront de grimper, et avec elles la concentration de CO₂ dans l'atmosphère. L'objectif de limiter la hausse du climat à 2°C au cours du présent siècle apparaît donc de plus en plus hors d'atteinte.

«Les risques de perte de biodiversité marine, avec tous les impacts que cela engendre, resteront élevés même si le réchauffement planétaire est limité à 2°C. Dans ce contexte, dépasser les 2°C serait catastrophique pour nos océans», prévient Patrick Bonin.

En l'état actuel des choses, la hausse pourrait facilement dépasser les 4°C. Les pêche-

ries mondiales risquent ainsi de connaître des reculs significatifs, selon les scientifiques du GIEC. Dans les zones les plus méridionales, notamment, plusieurs espèces devraient carrément disparaître.

«Les effets du changement climatique risquent [...] de compromettre la viabilité de la pêche de capture et du développement de l'aquaculture», reconnaît également l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Le Programme international sur l'état des océans va plus loin et prévient que le réchauffement des océans et leur acidification entraînent un troisième phénomène, soit une hypoxie généralisée (chute des niveaux d'oxygène). «Ces trois facteurs se retrouvent dans chacune des extinctions de masse de l'histoire de la Terre», concluent-ils.

Le Devoir

Mines marines

Les industries convoitent désormais les fonds marins. Une compagnie canadienne a même conclu une entente avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour exploiter un gisement de cuivre et d'or au large de ses côtes. Ainsi, Nautilus Minerals pourrait devenir la première à exploiter une mine dans les profondeurs de l'océan. Nickel, cobalt, manganèse, cuivre... À mesure que s'épuisent ces métaux en surface, la perspective de les extraire des fonds marins devient envisageable. Sans

compter l'exploitation des hydrocarbures, qui pourrait gagner de nouvelles zones autrefois prisonnières des glaces. En février, des scientifiques ont sonné l'alarme, demandant que les fonds marins et leurs écosystèmes soient protégés. «Des concessions sont déjà vendues dans de vastes zones de grands fonds océaniques», s'inquiète la chercheuse Lisa Levin, de la Scripps Institution of Oceanography, à San Diego.

Avec l'Agence France-Presse
Le Devoir

Ottawa tourne le dos aux océans

ALEXANDRE SHIELDS

Même si les océans sont indissociables du paysage canadien, plusieurs scientifiques estiment que le gouvernement Harper a tout simplement décidé de leur tourner le dos en supprimant des pans entiers de la recherche sur ces milieux fragilisés.

«Pêches et Océans Canada n'a plus la moindre expertise en science environnementale dans le domaine de la contamination et de la protection des habitats marins contre la contamination», résume et déplore Emilien Pelletier, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en écotoxicologie marine à l'Université du Québec à Rimouski.

Ottawa a effectivement imposé des compressions majeures au ministère chargé de veiller à la santé des océans qui bordent les côtes canadiennes. En plus des dizaines de postes supprimés à travers le pays, le gouvernement a fermé cinq laboratoires de Pêches et Océans, dont celui de l'Institut Maurice-Lamontagne de Mont-Joli. Il se consacrait précisément à l'écotoxicologie.

Pierre Béland, président de l'Institut national d'écotoxicologie de Saint-Laurent, qualifie cette décision d'«absurdité totale». Il juge que le Canada a ainsi éliminé toute capacité de détecter la présence des polluants qui peuvent avoir des impacts sur la santé humaine. «Si les chercheurs n'avaient pas fait de recherche en écotoxicologie dans les années 70, nous

n'aurions jamais détecté les problèmes que représentaient le DDT, les BPC, le mercure et le plomb. Nous aurions été pris avec un immense problème de santé publique», rappelle-t-il.

Si certains indicateurs environnementaux se sont améliorés au fil des décennies, cela ne signifie pas qu'il faut relâcher la vigilance, estiment les scientifiques. «Il faudrait avoir des ressources supplémentaires pour aider les scientifiques à comprendre les phénomènes climatiques et leurs impacts sur le milieu marin», illustre M. Pelletier.

M. Béland affirme aussi que Pêches et Océans Canada aurait dû surveiller de près la migration de la pollution radioactive disséminée dans l'océan Pacifique à la suite de la catastrophe de Fukushima, au Japon. La chose lui apparaît d'autant plus pertinente que des traces d'éléments radioactifs ont déjà été

détectées sur les côtes de la Colombie-Britannique. «Mais pour le moment, personne ne pourra déterminer l'effet dans la chaîne alimentaire.» «On parle de préserver la planète et les humains, insiste Pierre Béland. Il ne faut pas abandonner les outils qu'on a pour les étudier. Mais c'est précisément ce que le gouvernement fait. Je ne sais pas dans quel monde ils vivent. C'est incompréhensible. C'est comme si on n'avait pas besoin de se préoccuper de l'environnement parce que Dieu va le faire.»

Le Devoir

VIVEZ LA RECHERCHE AUTREMENT
16 ACTIVITÉS GRAND PUBLIC • DU 11 AU 16 MAI 2014
ACFAS • UNIVERSITÉ CONCORDIA



CLASSES DE MAÎTRE EN CINÉMA RENCONTRES AVEC KIM NGUYEN ET LOUISE ARCHAMBAULT

LUNDI 12 MAI 19h30
Kim Nguyen
MARDI 13 MAI 19h30
Louise Archambault
Université Concordia
Pavillon LB
R réservation conseillée



CONVERSATION L'EXPOSITION 1+1=1 : AU TOUR DES ARTISTES ET DES COMMISSAIRES DE CONVERSER

MARDI 13 MAI 18h00
Musée des beaux-arts de Montréal
R réservation conseillée



CONFÉRENCE LA CYBERCRIMINALITÉ SOUS LA LOUPE

MERCREDI 14 MAI 19h00
BAnQ
Grande Bibliothèque



CONVERSATION BIEN VIEILLIR, UN OBJECTIF À PORTÉE DE TOUS?

VENDREDI 16 MAI 12h00
Université Concordia - Pavillon LB
R réservation conseillée

DANS LE CADRE DU
82^e CONGRÈS DE L'ACFAS
UNIVERSITÉ CONCORDIA

Partenaire média
métr
journalmetro.com

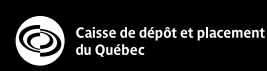
CONSULTEZ LA PROGRAMMATION COMPLÈTE ET RÉSERVEZ SUR **acfas.ca**



Organisateurs



Partenaires gouvernemental et institutionnels



ACTUALITÉS

FRANCE

Greenpeace fauche un champ de maïs OGM

Vendredi matin, des militants de Greenpeace et des membres de la Confédération paysanne, dont José Bové, se sont donné rendez-vous dans un champ situé dans la commune de Saubens, en Haute-Garonne, à une quinzaine de kilomètres de Toulouse. Les faucheurs volontaires avaient décelé une parcelle de 11 hectares récemment plantée selon eux de graines de MON 810, du maïs génétiquement modifié de la firme américaine Monsanto.

Tandis que les militants de Greenpeace déployaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : «OGM, contamination en cours» ou «Un champ de trouvé, dix de cachés?», les faucheurs ont procédé à l'arrachage de plants encore jeunes pour les remplacer par des graines de maïs bio.

Selon les militants, la parcelle avait été plantée à la hâte et «en présence d'un huissier», quelques jours avant la parution au journal officiel le 15 mars d'un nouvel arrêté d'interdiction de la culture de MON 810 par le ministère de l'Agriculture. «On intervient pour mettre en avant le fait que des agriculteurs, malgré la politique gouvernementale et malgré le fait que 80% des Français ne veulent pas du maïs transgénétique, sèment quand même des OGM pour passer en force», a expliqué un faucheur volontaire, Dominique Masset.

José Bové, député européen et vice-président de la Commission agriculture au Parlement, a participé à l'arrachage. L'ancien candidat à la présidentielle est un habitué de ces actions. En 2009, il avait écopé d'un an de prison avec sursis après une opération menée en 2006 dans une exploitation agricole en Gironde.

Une tactique

Selon Greenpeace, l'agriculteur aurait planté ce maïs OGM juste avant l'arrêt d'interdiction afin d'«avoir un prétexte pour attaquer sur le plan légal les mesures de protection mises en place en urgence par le gouvernement français». L'association écologiste explique avoir alerté le ministère de l'Agriculture sur cette parcelle il y a une dizaine de jours. «Greenpeace demande au gouvernement la neutralisation de ce champ OGM, ainsi qu'une enquête approfondie sur les autres cultures potentiellement existantes sur le territoire», indique le communiqué. Selon l'association, une autre parcelle cultiverait ce maïs dans le Tarn-et-Garonne.

Le maïs MON 810 de Monsanto, résistant aux insectes, est le seul OGM cultivé en Europe depuis 1998. En 2012, 132 000 hectares de cette céréale transgénétique ont été plantés, soit 0,07% de la surface agricole de l'UE. Il a été interdit en France en mars par un arrêté du gouvernement.

Le Monde

Des chercheurs américains veulent créer un simulateur de mémoire

Les chercheurs de la DARPA ciblent les soldats blessés au cerveau

KERRY SHERIDAN
à Washington

Des chercheurs travaillant sur un projet du Pentagone devraient dévoiler prochainement des avancées vers la mise au point d'un implant dans le cerveau qui un jour permettra peut-être de restaurer la mémoire des soldats blessés au combat.

La Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA), l'agence de recherche du ministère américain de la Défense, progresse dans ses efforts menés dans le cadre d'un programme de quatre ans pour créer un stimulateur avancé de la mémoire, ont expliqué cette semaine des responsables.

Ces travaux s'inscrivent dans une initiative de 100 millions de dollars du président Barack Obama visant à mieux comprendre la physiologie du cerveau et à percer ses mystères.

Ce type de recherche sur la mémoire n'avait pas été entreprise jusqu'alors et soulève des questions éthiques, à savoir si l'esprit humain devrait être manipulé sous prétexte de réparer des blessures de guerre ou traiter un cerveau vieillissant.

Selon certaines estimations, de telles avancées pourraient profiter aux cinq millions d'Américains souffrant de la maladie d'Alzheimer et aux près de 300 000 militaires américains ayant subi des dommages cérébraux en Irak et en Afghanistan. «Si vous avez été blessé au combat et que vous ne pouvez plus vous souvenir de votre famille, nous voulons pouvoir restaurer cette mémoire», a souligné le responsable du programme de recherche de la DARPA, Justin Sanchez, lors d'une conférence organisée cette semaine à Washington par le Centre pour la santé du cerveau de l'Université du Texas.

«Nous pensons pouvoir développer des neuroprothèses capables d'interagir directement avec l'hippocampe dans le cerveau pour rétablir la mémoire déclarative», a-t-il dit. Cette mémoire, qui permet de se souvenir des personnes, des événements et des faits, n'a jamais pu être restaurée une fois perdue.

Faux souvenirs

Selon les neurologues, une approche très subtile est nécessaire quand il s'agit de restaurer une mémoire perdue. «La mémoire, c'est des configurations et des branchements», note Robert Hampson, un neurologue de l'Université Wake Forest en Caroline du Nord, ajoutant qu'il ne pouvait pas faire spécifiquement de commentaire sur le projet de la DARPA.

Ce scientifique a fait des recherches sur des rongeurs et des singes qui ont révélé que les neurones dans l'hippocampe — siège de la mémoire dans le cerveau — sont activés



ANDREW CRAFT ASSOCIATED PRESS/THE FAYETTEVILLE OBSERVER

Les chercheurs de la DARPA veulent permettre aux soldats blessés qui auraient perdu la mémoire de se souvenir de leurs proches. Mais les prothèses sur lesquelles ils travaillent posent des questions éthiques.

différemment selon que le sujet voit du rouge ou du bleu, ou la photo d'un visage ou d'un type de nourriture. Forts de ces observations, ce chercheur et son équipe ont pu étendre la mémoire à court terme de ces animaux de laboratoire en utilisant des neuroprothèses pour stimuler l'hippocampe. Ils ont aussi pu manipuler la mémoire d'un singe pour qu'il se souvienne d'une image qu'il n'avait pas vue.

Ces expériences montrent

combien il est facile de manipuler les souvenirs chez des personnes, ce qui ouvre un champ de mines éthique, juge Arthur Caplan, un éthicien médical au Centre médical Langone de l'Université de New York. «Quand on bidouille avec le cerveau, on bidouille avec l'identité personnelle d'un être», met en garde cet expert, consultant du DARPA.

Agence France-Presse

« Quand on bidouille avec le cerveau, on bidouille avec l'identité »

Arthur Caplan,
Université de New York

Deux piétons happés à mort

Deux piétons ont été happés mortellement à la suite d'un accident impliquant un conducteur téméraire survenu vendredi après-midi dans l'est de Montréal. Des témoins ont raconté aux policiers avoir vu un véhicule circuler à très haute vitesse dans la rue Sherbrooke, en direction est, lorsque l'accident s'est produit à l'angle de la rue Dickson. Le conducteur de cette voiture a d'abord embouti le véhicule qui se trouvait en avant de lui, puis a heurté les deux piétons qui attendaient l'autobus. L'homme et la femme ont été projetés sur plusieurs mètres. Des policiers en civil qui se trouvaient dans le secteur leur ont prodigué les premiers soins, avant que les piétons soient transportés dans un état critique à l'hôpital où ils sont décédés. Le conducteur fautif devait être rencontré par les policiers. Il n'était pas possible de déterminer dans l'immédiat si des accusations allaient être portées contre lui. Un échantillon sanguin a été prélevé et les policiers tenteront d'établir si la drogue est en cause.

La Presse canadienne

L'UPAC chez l'AMT

Les inspecteurs de l'Unité permanente anticorruption (UPAC) ont visité jeudi les bureaux de l'Agence métropolitaine de transport (AMT). C'est l'AMT elle-même qui a fait part de l'information, dans un bref communiqué diffusé vendredi soir. L'Agence gouvernementale responsable de la planification et de la coordination du transport en commun dans la grande région de Montréal a indiqué qu'elle allait collaborer avec l'UPAC, ajoutant qu'elle n'émettra aucun autre commentaire.

La Presse canadienne



Vous avez des droits nous pouvons vous aider

Yves Ménard
Avocats inc.

514.861.0469

menardavocats.com

UNE SOLUTION FISCALEMENT AVANTAGEUSE POUR PIERRE

Fortin STRATÈGE

LES PORTEFEUILLES CHORUS II

Optimisez votre rendement net après impôts grâce aux Portefeuilles Chorus II en catégorie de société.

Rendements de deux Portefeuilles Chorus II

1 AN	3 ANS	5 ANS	DEPUIS SA CRÉATION ¹	
8,48%	S. O.	S. O.	8,32%	ÉQUILIBRÉ CROISSANCE
15,64%	S. O.	S. O.	14,26%	CROISSANCE MAXIMALE

Desjardins
Gestion de patrimoine
PLACEMENTS • INVESTISSEMENTS

fondsdessjardins.com/chorus

Coopérer pour créer l'avenir

Sophie DOWNS

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES • COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630

VIEUX-MONTRÉAL

Les Fonds Desjardins ne sont pas garantis, leur valeur fluctue fréquemment et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement futur. Les taux de rendement indiqués sont les taux de rendement total annuel composé historiques en date du 31 mars 2014 qui tiennent compte des fluctuations de la valeur des titres et du réinvestissement de tous les montants distribués mais non des commissions d'achat et de rachat, des frais de placement, des frais optionnels ou de l'impôt sur le revenu payables par le porteur, lesquels auraient réduit le rendement. Un placement dans un organisme de placement collectif peut donner lieu à des frais de courtage, des commissions de suivi, des frais de gestion et d'autres frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les Fonds Desjardins sont offerts par des courtiers inscrits dont Desjardins Cabinet de services financiers inc., un courtier en épargne collective appartenant au Mouvement Desjardins, qui distribue les Fonds dans les caisses du Québec et de l'Ontario ainsi qu'au Centre financier Desjardins. Investissement minimal requis de 100 000 \$. ¹Les Portefeuilles Chorus II en catégorie de société (Série A) ont été créés le 28 novembre 2011.

ACTUALITÉS

Océans

SUIITE DE LA PAGE 1

En fait, la situation est à ce point critique que le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a souligné dès 2010 que les océans auront été complètement vidés de leurs ressources halieutiques d'ici 2050. Preuve de l'écotombe en cours, pas moins de 90% des gros poissons ont disparu entre 1950 et 2010. On peut citer en exemple la morue, dont les stocks ont été réduits de 99% dans certaines zones des eaux canadiennes jadis extrêmement poissonneuses. Et l'espèce ne montre aucun signe de rétablissement, malgré les moratoires sur la pêche.

Le fléau de la pêche illégale

Charles Latimer, responsable de la campagne Océans chez Greenpeace, estime toutefois que l'état réel des stocks de poissons du globe est impossible à déterminer. « *Ce qui est le plus préoccupant, c'est qu'il est très difficile d'avoir de vrais chiffres, à cause de la pêche illégale. Cette pêche non réglementée représente une bonne part des captures. On ne sait donc pas quelles sont les prises réelles dans le monde.* »

Les diverses estimations disponibles indiquent qu'au moins 25% de la pêche mondiale serait illégale ou non répertoriée. Selon la FAO, cette pratique « *met en danger les conditions d'existence des populations dans le monde, menace les précieuses ressources marines et porte atteinte aux efforts réalisés et à la crédibilité des mesures de gestion.* ». Par exemple, en janvier dernier, un imposant navire russe a été arraisonné alors qu'il pêchait illégalement dans les eaux du Sénégal. Les cas de ce genre sont monnaie courante, selon l'ONU.

Malgré l'épuisement accéléré des poissons jusque dans les grandes profondeurs, les quantités de poissons débarqués à quai se maintiennent autour de 80 millions par année depuis plus de 20 ans. Un tel « exploit » est possible en raison de l'augmentation de la pression de pêche partout sur la planète. Quelque 20 millions de bateaux tendent filets et lignes dans les océans. Un chiffre nettement trop élevé, vu l'état des ressources.



CHRIS PARK ASSOCIATED PRESS

Ce sont 80% des espèces qui sont « pleinement exploitées » ou « surexploitées », selon la FAO.

Pour le directeur du PNUE, Achim Steiner, une part importante de cette trop grande capacité de capture est due aux subventions accordées par les États. « *On estime que plus de 27 milliards de dollars par an sont alloués, sous forme de subventions, à l'industrie de la pêche mondiale, ce qui a généré une surpêche qui dépasse de deux fois la capacité des poissons à se reproduire. En d'autres termes, les navires de pêche industrielle sont deux fois plus nombreux que ce que les océans peuvent soutenir,* » écrit-il récemment dans une lettre appelant à mieux protéger les océans.

Techniques destructrices

Qui plus est, la traque des poissons se fait parfois en recourant à des techniques destructrices pour l'écosystème. Charles Latimer cite en exemple la pêche au chalut, qui consiste à traîner un immense filet sur le fond marin. « *Ca équivaut à faire des coupes à blanc dans les fonds marins.* » Malgré son caractère dommageable, le chalutage est toujours permis. L'Union européenne a d'ailleurs échoué à le faire bannir en eaux profondes en décembre dernier.

Dans le cas de certaines espèces, comme le thon vendu en conserve, les techniques de pêche sont surtout destructrices pour d'autres

espèces. C'est ce qu'on appelle les « prises accidentelles ». Bien souvent, des dauphins meurent dans les filets tendus pour attraper les thons, mais aussi des requins, des tortues et des oiseaux marins. Les prises non désirées, et le plus souvent rejetées mortes à la mer, représenteraient grosso modo 10% de toutes les captures dans le monde. Dans le cas du recours à des techniques comme le chalutage, ce taux peut grimper jusqu'à 40%.

Inaction mondiale

Face à la multitude de problèmes criants dans le secteur des pêcheries, que fait la communauté internationale pour éviter le pire? A peu près rien, s'il faut en croire le constat d'Achim Steiner. « *Les gouvernements n'ont jamais tenu compte des avertissements de leurs propres experts. La gestion du milieu marin demeure le fait d'un patchwork d'organismes nationaux et internationaux, possédant des juridictions distinctes mais couvrant souvent les mêmes aspects, sans qu'aucune responsabilité mondiale ne soit établie. Par ailleurs, dans de nombreuses régions des océans du monde, il n'y a personne en charge.* »

L'exemple de la haute mer — la portion des océans au-delà des eaux territoriales — est en soi révélateur. Cette immense portion de la Terre représente environ les deux tiers de nos océans et 45% de la surface de la planète. Or, « *cette zone, qui contient peut-être le plus grand réservoir de biodiversité de toute notre planète, est exploitée par de nombreux pays, mais n'est gérée par personne,* » déplore le directeur du PNUE.

Les pays réunis à Rio lors du Sommet de la Terre en 1992 avaient pourtant reconnu la nécessité d'assurer la protection, même au-delà de leurs eaux territoriales. « *L'épuisement des stocks de poissons, aussi bien dans les zones économiques exclusives qu'en haute mer, révèlent l'incapacité et l'échec de la communauté internationale à répondre à l'un des engagements les plus importants de cette réunion de 1992,* » déplore Achim Steiner.

Avec Amélie Daoust-Boisvert
Le Devoir

GROGNE

SUIITE DE LA PAGE 1

la CAQ et une stagnation des libéraux. Or, c'est précisément le contraire qui est survenu. Le vote péquiste était au final surévalué partout: dans les segments par langue, par genre, par âge, par option souverainiste-fédéraliste...

Responsables

Les sondages internes trop optimistes seront un des éléments discutés ce samedi. Mais le rôle joué par les principaux stratèges sera davantage au cœur des discussions, indiquent des sources. La grogne à l'égard de l'état-major du Parti québécois aura d'ailleurs vraisemblablement eu raison du directeur général de la formation, Sylvain Tanguay. Il a remis sa démission à l'exécutif national vendredi soir, afin de calmer le jeu avant la rencontre de samedi. Au moment de mettre sous presse, l'exécutif n'avait pas encore fait connaître publiquement ce qu'elle entend faire de cette offre de démission de M. Tanguay, qui comptait notamment sur l'appui de Stéphane Bédard. Mercredi, *Le Devoir* révélait que l'exécutif était divisé quant au sort de M. Tanguay.

Avec Nicole Stafford (directrice de cabinet) et Dominique Lebel (directeur de cabinet adjoint), M. Tanguay a été au cœur des décisions stratégiques de la dernière campagne électorale du Parti québécois, qui s'est soldée le 7 avril avec l'élection de 30 députés (-24) et l'appui de 25,3% de l'électorat (-6,6 points). Les trois seront absents samedi: seul Julien Lampron (ex-directeur des communications) fera face au barrage de questions des militants.



Raymond Archambault

« *Ceux qui doivent être là vont être là,* » a fait valoir vendredi soir le chef intérimaire du PQ, Stéphane Bédard.

« *J'ai personnellement un malaise à penser que les responsables ne seront pas là et que c'est principalement Raymond Archambault [le président du PQ] qui répondra aux questions,* indique un péquiste qui participera à la réunion. M. Archambault n'a pas eu son mot à dire dans la campagne », note-t-il en rappelant que l'ancien journaliste a appris deux heures avant le grand public l'arrivée de Pierre Karl Peladeau.

Les militants devront se rabattre sur des « rapports » préparés par des membres du comité de stratégie électorale, à défaut de pouvoir échanger directement avec ceux-ci samedi. « *On va répondre aux questions des militants dans la mesure du possible,* » a indiqué Raymond Archambault en entretien vendredi. « *Si les personnes responsables ne sont pas là, on aura au moins des rapports de ce qui s'est passé.* »

Questionné à savoir si M. Tanguay devait quitter la direction du PQ, M. Archambault a été évasif. « *C'est une décision qui le regarde. Quand on ouvre le journal et qu'on se voit montré du doigt tous les jours comme étant l'un des responsables de la défaite, c'est difficilement supportable,* » a-t-il répondu.

Selon lui, M. Tanguay « *a fait le maximum de ce qu'il pouvait faire* » durant la campagne électorale, notamment en recrutant une « *très, très belle équipe de candidats.* ». M. Archambault a réitéré son souhait de terminer son mandat, qui court jusqu'au prochain congrès national. « *Je n'ai pas l'intention de fuir les responsabilités de président du Parti québécois. Je veux aller de l'avant.* »

Trois députés participeront aux discussions de samedi, soit Dave Turcotte — déjà membre de l'exécutif — et deux nouveaux venus: Nicole Léger et Harold Lebel, deux proches de Pauline Marois. C'est le chef intérimaire, Stéphane Bédard, qui les a nommés sur une base temporaire. Leur désignation doit toujours être entérinée par l'exécutif, a précisé M. Archambault. Normalement, c'est le caucus qui choisit ses trois représentants au sein de l'exécutif.

Le plus gros bilan de la campagne aura lieu fin mai ou début juin, lors de la conférence nationale des présidentes et des présidents (CNPP). Tous les candidats seront alors aussi présents.

«Travail serein»

L'examen des causes de la défaite doit se faire « *très sereinement,* » a fait valoir Stéphane Bédard, vendredi soir. « *On a un travail serein à faire qui consiste tout d'abord à analyser les raisons [des résultats du 7 avril],* » a-t-il affirmé au Devoir. « *Ça commence ce week-end.* »

Après avoir relevé les « *bons et les mauvais coups* » du dernier rendez-vous électoral, les militants devront ensuite s'interroger sur les façons de garder l'attention de l'électorat sur les propositions du PQ tout au long d'une campagne électorale, « *même lorsque la température monte* » entre les partis politiques. Selon lui, le PQ doit impérativement trouver des façons de s'extirper des campagnes électorales « *ping-pong* » durant lesquelles les chefs de parti s'attaquent et se défendent à coups de points de presse. « *Comment véhiculer un message à travers une campagne? C'est ça le défi,* » a-t-il souligné, précisant que « *la faute* » de la dégringolade du PQ n'appartient pas aux médias.

Le Devoir

Lire aussi · Un choix obligé. Une chronique de Michel David. Page B 3
Lire aussi · Parti québécois. Boucs émissaires recherchés. Page B 3

LABRÈCHE

SUIITE DE LA PAGE 1

les planches, n'y était pas remonté depuis une autre reprise, celle de ses *Variations sur un temps*, en 2004.

Campée en deux temps et en maints lieux, *Les aiguilles et l'opium* conte le séjour d'un acteur québécois qui traîne son spleen amoureux dans le mythique hôtel parisien La Louisiane dans lequel, autrefois, Miles Davis et Jean Cocteau tentèrent d'anesthésier leurs propres amours mortes, le premier avec de l'héroïne, et le second avec de l'opium, d'où le titre.

« *Il y a vingt ans, j'avais une autre lecture de la pièce, forcément. J'étais ailleurs. Je me consacrais à ma vie de famille tout en essayant de trouver ma voie artistique. Ce n'est pas tant ma compréhension de la pièce qui a changé que des éléments de celle-ci qui résonnent différemment en moi.* »

Après le vide

« *Les aiguilles... c'est avant tout un spectacle de questions, auxquelles on se garde de répondre, sur plein de thèmes universels, comme l'amour, mais aussi la dépendance au sens large.* » Dans le cas de Miles Davis et de Jean Cocteau, celle-ci concerne les opiacés, mais dans celui du personnage de l'acteur aux sentiments meurtris, la drogue, c'est l'amour, justement. « *Au-delà de ces considérations, on aborde la peur, encore là, au sens large: peur de soi-même, peur d'être seul, peur des autres... peur du vide existentiel. Une question qui émerge vers la fin me touche, m'émeut: si on ne possède pas le génie d'un Miles Davis ou d'un Jean Cocteau, comment fait-on pour sublimer sa douleur?* »

A cet égard, Lepage, qui a bâti la pièce autour d'un vrai chagrin d'amour, a beaucoup en commun avec Cocteau. Comme l'auteur d'*Orphée* et de *La belle et la bête*, celui de *La face cachée de la lune* use de trucages et de technologies, notions prosaïques s'il en est, afin que s'incarnent l'éthéré et l'onirique, c'est-à-dire l'intangible. « *C'est vrai, approuve Marc Labrèche. Robert trouve d'abord, et il cherche ensuite, à l'instar de Cocteau.* »

Un truc à soi

Bref, c'est riche de deux décennies supplémentaires de vécu que Marc Labrèche revient en des contrées dramaturgiques aimées. Dans l'interval, il s'est découvert des talents d'animateur, d'abord à *La fin du monde est à sept heures* (1997-2000), ensuite à la barre du *Grand Blond avec un show sournois* (2000-2003), sans oublier *3600 secondes d'extase* (2008-2011), où il a éternisé ses caricatures de Christian Bégin, Denise Bombardier et Christiane Charette, entre autres moments de télévision inoubliables.

« *C'est curieux, mais avec le recul, j'ai l'impression que c'est ce personnage d'animateur, car ça reste du jeu, qui m'a définitivement sorti de l'ombre de mon père [le comédien Gaétan Labrèche, 1931-1990], à qui je ressemble énormément. Oui... c'est comme devenu mon truc à moi, ça.* »

Un « *truc à soi* » qui permit à Marc Labrèche de donner la pleine mesure de sa démesure. On s'en souviendra, le réjouissant talk-show de

ABONNEZ-VOUS!
TNM.QC.CA

BEING AT HOME WITH CLAUDE L'IMPORTANCE D'ÊTRE CONSTANT LE JOURNAL D'ANNE FRANK RICHARD III LE TOUR DU MONDE EN 80 JOURS OH BEAUX JOURS

THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE

« *Il y a vingt ans, j'avais une autre lecture de la pièce. [...] Ce n'est pas tant ma compréhension de la pièce qui a changé que des éléments de celle-ci qui résonnent différemment en moi.* »

Marc Labrèche

fin de soirée *Le Grand Blond...* fut en effet le laboratoire de la série culte *Le cœur à ses raisons* (2005-2007), une désopilante parodie de roman-savon à l'américaine. Écrit par Marc Brunet et interprété avec un bonheur partagé par Anne Dorval, ce pastiche débridé engendra à son tour la satire *Les bobos* (2012-2013), avec la même équipe.

Grâce à sa vivacité d'esprit, Marc Labrèche s'est ainsi créé un créneau humoristique bien à lui. Pour autant, il se plaît à tâter du drame, en témoignait récemment son rôle de joueur compulsif suicidaire dans le long métrage *Whitewash* (2013). Lors de la sortie, il avouait d'ailleurs éprouver une nette préférence pour les personnages dotés d'une psychologie complexe qui les rend imprévisibles, muables.

Acteur ou comédien?

Sachant cela, on comprend que Marc Labrèche eût souhaité revisiter *Les aiguilles et l'opium*, où, en une vertigineuse mise en abîme, il est à la fois Robert l'acteur et Cocteau le créateur. « *Ce ne sont pas des personnages linéaires. On va d'un à l'autre, et les deux se complètent sans se compléter vraiment; les réflexions du second font écho aux questionnements du premier.* »

Vrai. Et vrai, également, que le CV de Marc Labrèche ne comporte guère de personnages banals, qu'il s'agisse du Prof Bof dans *Le club*

des 100 watts, de la voix de Krosti le clown dans *Les Simpson*, du savant fou dans *L'assassin jouait du trombone*, de Rénald Paré dans *La petite vie*, du fonctionnaire qui fantasme dans *L'âge des ténébres*, sans compter la pléthore de productions déjà citées.

« *Je choisis la plupart de mes projets à l'instinct. Généralement, ça débouche sur les aventures les plus heureuses. En même temps, je suis conscient de mes limites. Je peux jouer plein de choses, mais pas tout. Il y a plein de choses où je ne serai ni pertinent ni crédible. Quand j'étais petit, mon père disait quelque chose de très vrai par rapport au jeu. Selon lui, il y a les acteurs, qui jouent à partir de ce qu'ils sont, et il y a les comédiens, qui arrivent à se transformer, à être. On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a et je crois que j'ai appliqué cette énergie, cette musique d'animateur, à mon jeu d'acteur.* »

À ce constat sévère, on oppose le personnage de *Whitewash*, et aussi celui du flic meurtrier dans *L'héritière de Grande Ourse* (2005), qui, pour inusités qu'ils soient, attestent non seulement une retenue, une intériorité, mais une métamorphose. Ces interprétations-là, pour n'en nommer que deux, révèlent un abattage considérable. Elles prouvent, quoi qu'il en dise, que Marc Labrèche est un comédien.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

La rédaction
Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité
Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres
Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement
Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)
Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel
Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390